

Crise au Venezuela : les positions d'équilibristes de la France insoumise et du PCF

Par [Bruno Rieth](#)

Publié le 01/08/2017 à 13:28

Face à la crise qui ensanglante le Venezuela, la gauche radicale voit la fin d'un modèle d'inspiration politique. La France insoumise tente de ne pas apparaître comme un franc soutien à Maduro sans pour autant condamner le régime en bloc. Le PCF a encore plus de mal à faire table rase du passé.

Le madurisme est en train d'achever le chavisme. Et par là, de mettre fin à un modèle d'inspiration politique pour une partie de la gauche française. Ce qui n'est pas sans poser à celle-ci quelques difficultés de communication. Hier, la gauche radicale pouvait soutenir sans rougir un Hugo Chavez, défendre son projet de société remettant *"les classes populaires du Venezuela au cœur d'une société qui les ignorait totalement"*, comme l'analyse Christophe Ventura, spécialiste de l'Amérique latine à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) et ancien conseiller à l'international de Jean-Luc Mélenchon, interrogé par [Le Figaro](#). Aujourd'hui, le bilan sanglant de la crise politique qui secoue le Venezuela, plus d'une centaine de morts, rend les prises de position de soutien bien plus périlleuses.

Lire aussi [Venezuela : l'Assemblée constituante élue dans un bain de sang](#)

La position d'équilibriste de la France insoumise

Premier à en faire les frais, Jean-Luc Mélenchon. Lui qui a longtemps affiché son admiration envers Hugo Chavez, a ainsi été sommé ces derniers jours d'abjurer sa foi. Notamment à cause [d'un tweet daté du 19 avril 2013](#) dans lequel il écrivait : *"Venezuela bolivarien est une source d'inspiration pour nous, nous saluons la victoire de Maduro !"*.

Pour le moment, malgré les sollicitations, silence radio du côté du président du groupe des députés de la France insoumise (FI), comme le raconte un article du *Figaro* dans son édition du 29 juillet. Les souvenirs de la campagne présidentielle, et l'utilisation de sa proposition d'instaurer une coopération avec l'Alliance bolivarienne comme épouvantail par les socialistes, étant sûrement encore vivaces.

Sur *"les plus de cent morts, la moitié sont le fait de l'opposition"*, affirme Adrien Quatennens, député de la France insoumise.

Invité ce mardi 1er août sur RTL, le député FI Adrien Quatennens est le premier à prendre la parole sur le sujet. Un exercice d'équilibriste entre refus de condamner le régime en bloc sans pour autant apparaître comme un franc soutien à Maduro, ce qui politiquement serait intenable.

Lire aussi [Portrait du "flamboyant" député insoumis Adrien Quatennens](#)

Revenant sur le tweet du chef de file de la FI, le jeune parlementaire tient d'ailleurs à rappeler le contexte de l'époque, *"une situation économique beaucoup plus florissante qu'aujourd'hui, une politique redistributive très forte"*. *"Le Venezuela a sorti beaucoup de gens de la pauvreté"*, tient-il à rappeler. Des politiques redistributives *"qui sont maintenant compliquées à cause de la crise économique"*, reconnaît-il aujourd'hui... Manière de montrer que le Venezuela de Maduro n'est plus

celui de Chavez.

Mais sur la crise vénézuélienne, Adrien Quatennens refuse de blâmer Maduro et lui seul. Il explique qu'il s'agit d'une *"confrontation entre deux camps politiques, avec une opposition très nette, qui va de la droite à l'extrême droite, soutenue par les Etats-Unis (...) et plusieurs tentatives de coup d'Etat"*, rappelant que sur *"les plus de cent morts, la moitié sont le fait de l'opposition"*. Une prise de distance avec les discours accusant le président vénézuélien de "réprimer" son peuple. L'élu insiste d'ailleurs : *"Il n'y a pas d'un côté un camp qui mate son peuple, ce n'est pas vrai"*. Et de prendre en exemple *"les 8 millions de personnes qui sont allées voter"* ce dimanche 30 juillet pour l'installation de l'Assemblée constituante. Interrogé sur le terme de "dictateur" pour qualifier Maduro, Quatennens balaye : *"Je ne pense pas"*.

Le PCF salue l'élection de la constituante et dénonce l'attitude des USA

De son côté, le Parti communiste français a encore plus de mal à faire table rase du passé. Preuve en est, ce [communiqué](#) publié ce lundi 31 juillet, dans lequel le PCF salue le vote qui s'est tenu au Venezuela avec *"41,53% des Vénézuéliens [qui] ont pu se rendre aux urnes ce dimanche 30 juillet, malgré un climat de violence accru par l'opposition au président Nicolas Maduro qui refusait de présenter des candidats au scrutin et qui entendait l'empêcher en rendant la situation incontrôlable"*. Le texte souligne que *"la veille du vote, des militants masqués prétendant défendre la démocratie avaient saccagé du matériel électoral en le brûlant en place publique."*

Et de dénoncer la position de l'opposition au régime qui *"appelle déjà à des actions lundi et mercredi, jour d'installation de l'Assemblée constituante"*, une opposition *"appuyée par l'Administration américaine"*.

Dans le viseur de Colonel Fabien, la déclaration de l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley qui a réagi violemment contre un *"simulacre d'élection de Maduro [qui] est un autre pas vers la dictature"*, menaçant : *"Nous n'accepterons aucun gouvernement illégitime."* Une déclaration qui a passablement agacé le PCF qui estime dans son communiqué : *"C'est continuer à jeter de l'huile sur le feu alors qu'il s'agirait pour la communauté internationale de créer les conditions d'une médiation internationale sous égide de l'ONU afin de rétablir la paix et la sécurité au Venezuela"*.

Une ligne en opposition totale avec celle du Parlement européen qui a récemment adopté [une résolution](#) dans laquelle ses membres *"condamnent vigoureusement la répression brutale exercée par les forces de sécurité vénézuéliennes, ainsi que par des groupes armés irréguliers, contre les manifestations pacifiques"*.

Lire aussi [Décryptage : Pourquoi le pays de Chavez en est arrivé là](#)